RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE

Union – Discipline – Travail

EXPÉDITION

DÉCISION N° CI-2021-EL-047/10-02/CC/SG

du 10 février 2021 relative à la requête de Messieurs DIAKITE Mohamed et SAMAKE Hamadou aux fins de contestation de l'éligibilité de Messieurs KABI Seama Robert Le Coco et FREGBO Guété Basile Mesmin

AU NOM DU PEUPLE DE CÔTE D'IVOIRE,

LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL,

Vu la Constitution ;

Vu le Code électoral ;

Vu la Loi organique n° 2001-303 du 05 juin 2001 déterminant l'organisation et le fonctionnement du Conseil constitutionnel ;

Vu le décret n° 2005-291 du 25 août 2005 déterminant le règlement, la composition et le fonctionnement des services, l'organisation du Secrétariat général du Conseil constitutionnel, ainsi que les conditions d'établissement de la liste des rapporteurs adjoints ;

Vu l'ordonnance n°002/2021/CC/SG/Dj portant intérim du Président du Conseil constitutionnel en date du 14 janvier 2021 ;

Vu la décision n°001/CEI/EDAN/CCdu 31janvier 2021 portant publication de la liste provisoire des candidats aux élections des députés à l'Assemblée nationale du 06 mars 2021 ;

Vu la requête en date du 05 février 2021, enregistrée au Secrétariat général du Conseil constitutionnel, le même jour, sous le numéro 047/EL/2021 de Messieurs DIAKITE Mohamed et SAMAKE Hamadou ;

Vu les pièces du dossier ;

Ouï le rapporteur ;

Considérant que par requête du 05 février 2021, enregistrée le même jour au Secrétariat général du Conseil constitutionnel, sous le numéro 047/EL/2021, Messieurs DIAKITE Mohamed et SAMAKE Hamadou, respectivement candidats titulaire et suppléant à l'élection des députés à l'Assemblée nationale du 06 mars 2021, dans la circonscription 065 de Lobakuyo, Medon et Sassandra, communes et sous-préfectures, ont saisi ledit Conseil aux fins de contestation de l'inéligibilité de Messieurs FREGBO Guété Basile Mesmin et KABI Seama Robert Le Coco, respectivement candidats titulaire et suppléant RHDP de la même circonscription ;

Considérant qu'au soutien de leur requête, ils expliquent que le 31 janvier 2021, la Commission Electorale Indépendante (CEI) a publié la liste provisoire de candidature aux élections législatives du 06 mars et a retenu la candidature de KABI Seama Robert le Coco, alors que ce dernier est notoirement connu comme étant le chef du village de Grihiri dans la sous-préfecture dudit ; qu'ils précisent qu'aux termes des dispositions des articles 6 et 7 de la loi n° 2014-428 du 11 juillet 2014, les chefs traditionnels sont soumis aux obligations de neutralité, d'impartialité et de réserve et doivent s'abstenir d'afficher leurs appartenances politiques ; qu'en plus, la qualité de chef traditionnel est incompatible avec l'exercice de tout mandat électif ;

Qu'en outre, ils demandent au Conseil constitutionnel de déclarer Monsieur FREGBO Guété Basile Mesmin inéligible pour s'être rendu complice de Monsieur KABI Seama Robert Le Coco , car Monsieur FREGBO qui est vice-président du conseil régional du Gboklè et député sortant de la circonscription électorale n° 065, ne peut soutenir qu'il ignorait la qualité de chef traditionnel de son suppléant qui, pour tromper l'opinion, a ajouté à ses nom et prénoms KABI Seama , les prénoms Robert Le Coco, commettant ainsi un faux dont Monsieur FREGBO s'est rendu complice ;

Qu'ils produisent, comme justificatifs divers documents notamment ;

- Une copie de convocation 231 de Monsieur DIARRA Brahime agriculteur résidant à Grihiri avec le cachet et numéro du chef de village KABI Seama dit Roger,
- Un lien de l'agence ivoirienne de presse (AIP) présentant Monsieur KABI Seama Robert Le Coco dans ses attributs de chef traditionnel en présence du secrétaire général de la préfecture de Sassandra,
- Une copie de la page 22 des membres du conseil national du RHDP indiquant le nom de KABI Seama,
- Une copie de la liste des candidats retenus pour la circonscription 065,

Considérant que la requête de Messieurs DIAKITE Mohamed et SAMAKE Hamadou est conforme aux dispositions légales en vigueur, il échet de la déclarer recevable ;

Considérant qu'il résulte des dispositions de l'article 6 de la loi n° 2014-428 du 14 juillet 2014 portant statut des rois et chefs traditionnels que les rois et chefs traditionnels sont soumis aux obligations de neutralité, d'impartialité et de réserve, qu'ils doivent s'abstenir d'afficher leur appartenance politique ; qu'il résulte de l'article 7 de la même loi que la qualité de roi et chef traditionnel est incompatible avec l'exercice de tout mandat électif ;

Que ces textes instituent des obligations et une incompatibilité entre la charge de chef de village et la fonction de député ; ce qui ne prive pas ce dernier du droit de concourir à l'élection des députés ;

Considérant en outre **que** l'article 19 du Code électoral précise que : « lorsque des personnes élues sont frappées par les incompatibilités prévues par les dispositions du présent code, il leur est fait obligation de choisir l'une ou l'autre des deux fonctions selon les modalités prévues pour chaque élection. » ;

Considérant, relativement au grief tiré du faux et usage de faux **qu'**aurait commis le sieur KABI KABI Seama Robert le Coco, les requérants n'apportent aucun élément de preuve du faux commis par Monsieur KABI ; Que le fait d'ajouter de nouveaux prénoms à ses nom et prénoms existants n'est pas constitutif d'une infraction et ne peut justifier l'annulation d'une candidature régulièrement validée par l'organe en charge des élections ;

Considérant qu'il résulte de ce qui précède que la requête des requérants DIAKITE Mohamed et SAMAKE Hamadou est mal fondée, il échet de la rejeter ;

DÉCIDE :

Article premier : Déclare la requête de Messieurs DIAKITE Mohamed et SAMAKE Hamadou recevable ;

Article 2 : La dit mal fondée et la rejette ;

Article 3 : Dit que la présente décision sera notifiée aux parties, ainsi qu'à la Commission Electorale Indépendante, et publiée au Journal Officiel de la République de Côte d'Ivoire ;

Décision délibérée par le Conseil constitutionnel en sa séance du mercredi 10 février 2021 ;

Où siégeaient :

Mesdames et Messieurs

Jacqueline LOHOUÈS-OBLE	Conseiller, Président par intérim
Ali TOURÉ	Conseiller
Vincent KOUA DIÉHI	Conseiller
Assata KONÉ épouse SILUÉ	Conseiller
Rosalie KINDOH KOUAMÉ épouse ZALO	Conseiller
Mamadou SAMASSI	Conseiller

Assistés de Monsieur CAMARA Siaka, Secrétaire général du Conseil constitutionnel, qui a signé avec le Président par intérim.

Le Secrétaire général

Le Président par intérim

CAMARA Siaka

Jacqueline LOHOUÈS-OBLE

POUR EXPÉDITION CERTIFIÉE CONFORME À LA MINUTE

Abidjan, le 10 février 2021

Le Secrétaire général

CAMARA Siaka